

MARCEAU

GROUPE SCOLAIRE

MARSEILLE (13)

MAÎTRISE D'OUVRAGE	Maîtrise d'ouvrage Ville de Marseille	Hôtel de Ville - Quai du Port 13 233 MARSEILLE CEDEX 20 tél: 04 91 55 18 13
BUREAU CONTROLE	QUALICONSULT	7/9 rue Jean Mermoz 13 008 MARSEILLE tél: 04 95 08 11 80
BUREAU C.S.P.S.	QUALICONSULT	7/9 rue Jean Mermoz 13 008 MARSEILLE tél: 04 95 08 11 80

MAÎTRISE D'OEUVRE	Architecte mandataire Marjan Hessamfar & Joe Vérons Architectes associés	13 rue Cancera 33 000 BORDEAUX tél : 05 56 13 11 06 fax : 05 56 51 33 01 marceau@hessamfar-verons.fr
	Architecte associé Bajolle & Gianni architectes	75 boulevard Charles Livon 13 007 MARSEILLE tél : 04 91 52 41 13
	Économiste de la construction Fabrice BOUGON	14 rue Sthrau 75 013 PARIS tel : 01 44 06 00 65
	Bureau d'étude structure INGÉNIERIE 84	40 avenue de la 1ère DB 84 306 CAVAILLON CEDEX tel : 04 90 71 38 38
	Bureau d'étude fluides INEX	2 rue Rabelais 93 100 MONTREUIL tel : 01 49 88 81 53
	Bureau d'étude acoustique EMACOUSTIC	6 bis rue Claude Taffanel 33 800 BORDEAUX tel : 05 56 85 96 89
	Paysagiste TERRITOIRES	22 rue Mégevand 25 000 BESANÇON tel : 03 81 82 06 66
	Bureau d'étude VRD VIA INFRASTRUCTURE	81 rue Bourbon 33 300 BORDEAUX tel : 05 56 10 43 85

Charte de chantier

INDICE	DATE	MODIFICATIONS				ÉTABLI PAR	VÉRIFIÉ PAR	VISÉ PAR
B	30-04-2021							
ECHELLE	N° AFFAIRE	CODE EMETTEUR	CODE LOT	REFERENCE DOCUMENT	INDICE	N° FOLIO	N° DOCUMENT	
	MAR	INEX			B		QE 10	



DCE

SOMMAIRE

1.	PREAMBULE.....	4
2.	OBJECTIF & ENGAGEMENT.....	4
3.	CHANTIER A FAIBLES NUISANCES.....	4
4	RESPONSABILITES SUR LE CHANTIER	5
4.1	Coordinateur environnement	5
4.2	Responsable environnement	5
4.3	Maitrise d'œuvre environnementale (INEX)	6
5	ORGANISATION ET GESTION DE CHANTIER.....	7
6	INFORMATION ET SENSIBILISATION	9
7	SANTE ET SECURITE.....	11
8	GESTION DES NUISANCES SONORES	12
9	LIMITATION DES POLLUTIONS ENVERS L'ENVIRONNEMENT	14
10	LIMITATION DES CONSOMMATIONS	17
11	GESTION DES DECHETS.....	18
12	CHOIX DES MATERIAUX ET PRODUITS	21
13	ELEMENTS ATTENDUS	22
14	RAPPELS REGLEMENTAIRES.....	23
14.1	Gestion et traçabilité des déchets.....	23
14.2	Pollutions du sol et de l'eau.....	24
14.3	Insertion paysagère	24
14.4	Circulations et accès	24
14.5	Matériaux.....	25
15	ANNEXES	25
15.1	Annexe 1 : Acte d'engagement	25

15.2	Annexe 2 : Exemple de sommaire de DOE à suivre	26
1.	Présentation de l'installation	26
2.	Liste des fournisseurs du matériel installé	26
3.	Fiches techniques et documentation du matériel installé	26
4.	Maintenance du matériel installé	26
5.	Notes de calculs	26
6.	Plans et schémas	26
7.	Procès verbaux.....	27
8.	Essais COPREC.....	27
9.	Mise au point - réglage	27
10.	Attestation	27

1. PREAMBULE

La construction du groupe scolaire MARCEAU à Marseille s'inscrit dans le cadre d'une démarche environnementale ambitieuse.

Cette démarche, outre ses implications techniques décrites aux CCTP, se traduit par la réalisation d'un chantier à faible impact environnemental, passant par une organisation de toutes les phases du chantier et de tous ses intervenants.

2. OBJECTIF & ENGAGEMENT

La charte de chantier à faibles nuisances (également appelée « charte de chantier vert ») fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier. Elle est à ce titre acceptée et signée par toutes les entreprises intervenant sur le chantier, sous-traitance comprise. L'application de la charte de chantier à faibles nuisances ne dispense pas les entreprises de respecter l'ensemble des textes réglementaires en vigueur.

L'acte d'engagement présent en Annexe 1 est à compléter et signer par toutes les entreprises présentes sur le chantier.

3. CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

La réalisation d'un chantier propre et à faibles nuisances nécessite la prise en compte de l'environnement. Une telle prise en compte se fait en considérant les 7 impacts régulièrement cités d'un chantier :

- La pollution des sols (rejets de produits dangereux pour l'environnement),
- La pollution des eaux (lors de la présence d'eau de surface ou de nappe phréatique notamment),
- La pollution de l'air (rejets de poussières, utilisation de solvants, COV...),
- Les pollutions induites par les déchets (déchets dangereux pour l'environnement, pas de valorisation...),
- Les nuisances sonores (sur le personnel et les riverains par l'utilisation d'équipements bruyants...),
- Les nuisances visuelles (détérioration du paysage, perturbations des riverains...),
- Les nuisances diverses (difficultés de circulation dues au chantier...).

Ainsi, pour chacun de ces impacts, des mesures de prévention seront formellement créées et mises en œuvre sur le chantier. Une organisation spécifique et des documents de suivi contractuels permettront la bonne marche de ce chantier.

4 RESPONSABILITÉS SUR LE CHANTIER

4.1 Coordinateur environnement

Le titulaire du **lot 01** désignera un COORDINATEUR ENVIRONNEMENT (Nom et compétences à fournir dans la réponse la réponse d'appel d'offre). Il travaillera en étroite collaboration avec le responsable environnement présent dans la maîtrise d'œuvre (INEX). Il devra être présent dès la préparation du chantier et assurer une gestion quotidienne sur le chantier des problématiques décrites dans cette charte, jusqu'à la livraison.

Ce COORDINATEUR ENVIRONNEMENT, aura pour rôle :

- De mettre en place les mesures préventives générales que la maîtrise d'œuvre jugera nécessaire (nettoyage des accès au chantier, tri des déchets, logistique pour l'acheminement des déchets, panneaux d'information ...) et d'assurer le contrôle de ces engagements tout au long du chantier
- D'informer et sensibiliser l'ensemble des entreprises du chantier aux enjeux et exigences liées à cette charte Chantier à faible impact environnemental :
 - Faire signer la charte Chantier à faible impact environnemental par toutes les entreprises et leurs sous-traitants à leur arrivée sur le chantier
 - Relever le nom et les coordonnées du Responsable Environnement de chaque entreprise et les consigner dans le classeur Environnement
 - Assurer une présentation des règles liées à cette charte par le biais d'une formation initiale à l'arrivée de chaque entreprise (fourniture d'un livret d'accueil avec émargement à la réception) puis via des 1 /4 d'heure environnement générique sur les exigences spécifique du chantier (tri des déchets, étanchéité à l'air, propreté, ...). Un registre de ces formations devra être tenu à jour et consultable dans le classeur environnement du chantier de sorte à vérifier que toutes les entreprises ont bien été formé à ces enjeux.
- D'assurer la gestion des bordereaux de suivi de déchets (cf. Annexes 1 & 2) et le relevé des compteurs d'eau et d'énergie sur le chantier afin de fournir un relevé mensuel à la maitrise d'œuvre et la maitrise d'ouvrage. Ces rapports mensuels devront également être consultables dans le classeur environnement du chantier.
- De faire remonter les éventuelles plaintes à la maitrise d'ouvrage et maitrise d'œuvre et définir un plan d'action pour supprimer la nuisance.
- D'assurer une permanence sur le chantier du démarrage à la livraison et d'être présent aux réunions de chantier propre en présence du BET Environnement.

4.2 Responsable environnement

L'organisation spécifique « Chantier à faible impact environnemental » passe, pour chacune des entreprises, par la désignation formelle d'un **RESPONSABLE ENVIRONNEMENT pour chaque lot**. Celui-ci aura pour rôle :

- **D'intervenir dans la préparation du chantier en communiquant les renseignements nécessaires** à la maîtrise d'œuvre
 - Estimation du volume de déchets prévu pour le lot concerné en amont du chantier,

- Fourniture des performances environnementales des produits et matériaux
- Fourniture des FDES des produits si elles existent
- Fourniture des FDS des produits concernés (**à fournir au minimum 15 jours avant pour validation**)
- Fourniture des certificats (NF, CSTB, CSTBat ; ACERMI, ...),
- Fourniture des labels environnementaux (NF Environnement, Label Ange Bleu, Eco label européen, Indoor Climate label, EMICODE, FSC, PEFC, ...)
- Fourniture des émissions et/ou teneur en COV pour les produits intérieurs (peinture, lasure, revêtement de sol, colles, mobilier, panneaux de particule bois, ...)
- Fourniture des facteurs de réflexions des revêtements intérieurs (sol et mur)

L'ensemble de ces documents devront être fournis avant leur pose sur le chantier et stocker dans le classeur Environnement pour être visé par le BET Environnement.

Chaque Lot disposera d'un classeur Environnement pour y disposer les éléments spécifiques à la qualité environnementale du bâtiment.

- **De veiller au respect des exigences de la charte** de manière à faire respecter et à respecter les mesures de prévention mises en place et l'organisation formelle et technique induites, au sein de son entreprise (mise en place de 1/4h environnement spécifique en cas de non conformités détectés lors des visites de chantier).
- **De sensibiliser et d'informer le personnel de son entreprise**
- De participer aux réunions de chantier propre en présence du BET Environnement et/ou de l'AMO Environnement à leur demande

4.3 Maitrise d'œuvre environnementale (INEX)

La maitrise d'œuvre environnementale assurera la vérification sur site de la bonne application des exigences de la charte de chantier. Des réunions de chantier seront organisées régulièrement (fréquence selon évolution du chantier) et feront l'objet de compte-rendu à l'issue de chaque visite à destination des entreprises, de la maitrise d'œuvre et de la maitrise d'ouvrage.

La maitrise d'œuvre émettra un avis sur l'ensemble des produits et matériaux impactant la qualité environnementale du bâtiment (liste à définir par INEX).

5 ORGANISATION ET GESTION DE CHANTIER

Thématique	Exigence à satisfaire	Livrables attendus
Plan d'Installation de chantier (PIC)	<p>Un Plan d'Installation de Chantier (PIC) sera diffusé par l'entreprise à la maîtrise d'ouvrage, à la maîtrise d'œuvre et au CSPS et ce, dès sa réponse à l'appel d'offre. Il sera affiché dans la base-vie et mis à jour dès que nécessaire, selon l'évolution du chantier et les remarques des différents intervenants. Y seront notamment repérés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les clôtures et accès de chantier (accès véhicules, accès piétons) en garantissant la qualité et la propreté des voiries - La base vie (positionnement, contenu quantitatif en sanitaire, vestiaires, W-C, cantine) - Le sens de circulations et les zones de manœuvre des véhicules - Les zones de manœuvre (engins de terrassement, grue, etc.), les panneaux de signalisation - Les aires réservées au chargement et déchargement des camions d'approvisionnement - Les aires de stockage des bennes à déchets en fonction de l'avancement du chantier - Les aires de stockage des matériaux - Les zones de stationnement des véhicules du chantier, notamment les véhicules des entreprises - L'emplacement des réseaux de chantier et leur branchement en précisant les modalités mises en place avec les concessionnaires - La végétation et les éléments les protégeant - Les systèmes de décantation pour le nettoyage des goulottes et bennes à béton 	PIC
Plage horaire	Les plages horaires du chantier sont en semaine de 7h à 22h et le week-end de 8h à 20h. Si des travaux sont à prévoir en dehors de ces horaires, les autorisations nécessaires devront être obtenues auprès des services concernés.	Autorisations préalables à la mairie
Accès au chantier	<p>Les différents accès au chantier seront différenciés, ils devront permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une facilité d'accessibilité pour les livraisons et évacuations, - Des emplacements pour les véhicules de chantier et des engins, - Des emplacements pour les véhicules personnels des 	PIC Plan environnemental de gestion de chantier

	<p>ouvriers,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des déplacements aisés des piétons dans l'enceinte du chantier. <p>Il est demandé la mise en place d'un plan de circulation des camions de transport pour en limiter les nuisances. Il est demandé aux entreprises de sensibiliser leurs employés au covoiturage de sorte à limiter le nombre de véhicules de chantier. Le projet s'insère dans un site très largement fréquenté par des piétons : pour la sécurité des usagers du site, le nombre de véhicule de chantier sera limité sur le chantier, un parking sera mis à disposition pour les ouvriers. Un plan de situation sera fourni en début de chantier. Les convois exceptionnels devront par ailleurs intervenir avant 8h dans la mesure du possible. Afin de faciliter la circulation et les accès, il est demandé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entourer le chantier de clôtures assurant une protection et une interdiction de pénétrer efficaces - Fermer le chantier chaque soir - Déterminer un lieu de stationnement pour les véhicules du personnel et des camions de livraison en attente - Privilégier les livraisons de matériaux en dehors des heures de pointe (matin 8h-10h, soir 17h-19h) - Ne pas contraindre la continuité des services de secours et de ramassage des ordures ménagères - Assurer les accès aux quelques commerces du site - Mettre en place de plans de circulation adaptés aux phases du chantier (aucune manœuvre et aucun déchargement à l'extérieur du chantier) seront mis en œuvre par l'entreprise. Ceux-ci seront cohérents avec l'organisation de la circulation aux abords du chantier pour les travaux de voirie extérieurs. Pour faciliter la gestion, l'entreprise s'engage à réaliser un planning de livraison et à indiquer en réunion de chantier les approvisionnements qu'elle prévoit chaque semaine afin d'organiser la coordination avec les entreprises extérieures au chantier et éviter les temps d'attente 	
Sécurité de l'accès au site	<p>Toutes les mesures nécessaires devront être mises en œuvre afin d'assurer la sécurisation de l'accès au site avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un éclairage et un cheminement adaptés (barrières, surface uniforme notamment) devront être mis en place. Les accès devront être propres, non boueux. - Les risques liés au site seront indiqués à l'entrée du chantier. Les entrées et sorties du site sont clairement indiquées pour les visiteurs et livreurs, de même que la réception du chantier. 	<p>PIC + photos dans le rapport mensuel</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Les panneaux de signalisation routière devront rester visibles sur toute la durée de l'intervention. 	
Base vie	<p>Les installations de chantier devront chercher à limiter les consommations par des systèmes simples tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des équipements sanitaires hydro-économes (double chasse, robinets temporisés, ...) - Un éclairage basse consommation - Des détecteurs de présence pour l'allumage de l'éclairage (réfectoires, vestiaires, sanitaires). - Une programmation horaire pour le chauffage - Des thermostats pour le chauffage - Des ferme-portes sur les cantonnements - Armoire électrique de régulation sur bungalows (programmation du chauffage, régulation horaire de l'éclairage) <p>L'entreprise devra viser les dispositions suivantes : résistance thermique des parois de la base de vie : $R=5m^2.K/W$, menuiseries équipées de doubles vitrages faible émissivité et de protections solaires.</p> <p>Les équipements adaptés seront présents sur site avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sanitaires homme/femmes séparés, - Douches et vestiaires avec casiers 	Plan d'actions environnementales + FT base vie + photos dans le rapport mensuel
Propreté du chantier	<p>Le nettoyage des cantonnements intérieurs et extérieurs, des accès et des zones de passage, ainsi que des zones de travail, sera effectué régulièrement.</p> <p>Les modalités de nettoyage et la répartition des frais y afférant seront définis dans les annexes d'organisation du chantier et répartition des dépenses communes.</p>	Photos dans le rapport mensuel Constat lors des visites de chantier de la maîtrise d'œuvre

6 INFORMATION ET SENSIBILISATION

Thématique	Exigence à satisfaire	Livrables attendus
Information du personnel	<p>Le Responsable Environnement aura en charge l'information et la sensibilisation du personnel.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise rédigera un livret d'accueil des compagnons, ainsi que des panneaux récapitulatifs des préconisations de la charte Chantier à faible impact environnemental (Information sur le tri des déchets, sur l'utilisation des produits dangereux, sur les consignes élémentaires de sécurité...) à positionner à l'entrée du chantier, à proximité des lieux de passage et des cantonnements. Le livret d'accueil sera soumis au SPS et à la maîtrise d'ouvrage avant le démarrage du chantier. Une liste d'émargement du personnel sera transmise à la maîtrise 	<p>Livret d'accueil + liste d'émargement</p> <p>Photos de l'affichage réalisé à consigner dans le rapport mensuel</p> <p>Support de présentation 1/4h environnement et/ou résumé de</p>

	<p>d'œuvre environnementale afin de s'assurer de la bonne diffusion du livret d'accueil.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Si des minorités sont représentées sur le chantier, les affichages de sensibilisation seront traduits dans les langues appropriées. - Des « 1/4h environnement » seront réalisés en début d'opération afin de présenter les objectifs environnementaux du chantier. Des interventions seront prévues en anticipation de tous travaux susceptibles de présenter un risque environnemental ou lorsque des écarts sont constatés sur site (exemple : présentation du kit antipollution, rappels si écarts de tri constatés). - Une identification claire des bennes à déchets par une couleur, un numéro, un pictogramme identique ou équivalent à ceux édités par la Fédération Française du Bâtiment ou une représentation des déchets qui y sont collectés. - Les intervenants du chantier seront sensibilisés à la nécessité d'adopter des pratiques ou des comportements moins bruyants (éviter les chutes de matériels, les alarmes de recul des engins et les cris). Le recours aux talkies walkies sera encouragé. 	<p>l'intervention + liste d'émargement</p>
Information des riverains	<ul style="list-style-type: none"> - Dès le démarrage du chantier, un panneau d'information (normalisé par le code de l'urbanisme) avec le plan d'installation de chantier sera affiché à l'entrée du chantier et visible depuis la rue pour les riverains, dès le démarrage du chantier. Il indiquera notamment l'objet des travaux, les noms des maitres d'ouvrage et maitres d'œuvre, le montant des travaux et la durée prévue. Il précisera également l'engagement du maître d'ouvrage dans une démarche environnementale et présentera les dispositions prises par les entreprises pour limiter les nuisances portées au voisinage (tri des déchets, zone de stockage des produits dangereux, de nettoyage des véhicules, accès, procédures, planning des tâches bruyantes...). Ce panneau d'affichage sera régulièrement mis à jour et informera les riverains de la progression des travaux. - Il est demandé d'informer par voie d'affichage ou voie de presse des désagréments programmés et du planning prévisionnel des travaux, les moyens mis en œuvre pour limiter les impacts et spécifier une adresse email pour le chantier. - Une information du voisinage sera organisée par la MOA au démarrage des travaux pour présenter les dispositions prises. 	<p>Maquette panneau d'information pour validation</p> <p>Photo boîte aux lettres Classeur de consignation des plaintes disponible sur chantier</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Une boîte aux lettres à l'entrée du chantier portant la mention « BOITE A RECLAMATIONS ET A SUGGESTIONS » ainsi qu'une adresse mail seront mises à disposition pour les éventuelles réclamations. Elles serviront à recueillir les éventuelles plaintes et suggestions que pourraient déposer les riverains. Les plaintes et suggestions feront l'objet d'une analyse régulière, qui fera l'objet d'un tableau de suivi mensuel transmis au Responsable Environnement. Ce tableau de suivi fera apparaître clairement : <ul style="list-style-type: none"> o la date de dépôt de la remarque o son sujet o sa nature (plainte, réclamation, commentaire, ...) o le support de cette remarque (registre, lettre, orale, ...) o le nom du dépositaire et celui à qui elle s'adresse o la réponse apportée pour satisfaire le plaignant afin d'éviter qu'une plainte similaire soit faite - Il est demandé la mise en place de hublots sur les clôtures délimitant le chantier permettant aux passants de suivre l'avancée des travaux. - Les riverains seront informés de toute coupure réseaux avec dates, heures et durées. 	
--	--	--

7 SANTÉ ET SÉCURITÉ

Thématique	Exigence à satisfaire	Livrables attendus
Equipements de protection	<ul style="list-style-type: none"> - Le personnel disposera de tous les équipements de protection nécessaires aux tâches en cours sur site (casque, lunettes de protection, protection auditive, chaussures de sécurité notamment). - Des équipements de protection seront disponibles à l'entrée du chantier pour les visiteurs. 	PEGC + vérification sur site
Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Le personnel encadrant est informé des gestes de premiers secours à prodiguer en cas d'accident. Des trousse de premiers secours sont disponibles. Les coordonnées de l'hôpital et du commissariat les plus proches sont indiqués dans les bureaux, à l'entrée du chantier ainsi que dans le réfectoire. - Les sorties de secours sont bien identifiées. La procédure à suivre en cas d'évacuation est clairement indiquée. Un contrôleur SPS s'assurera de la bonne application des mesures de sécurité et d'hygiène réglementaires. 	Affichage sur site Livret d'accueil
Gestion des produits dangereux	<ul style="list-style-type: none"> - Les produits dangereux et polluants seront stockés dans un endroit fermé prévu à cet effet dans les bacs de rétention. - Leur utilisation nécessitera le respect des consignes de la fiche de données de sécurité (FDS). Cette fiche de sécurité devra être fournie à l'arrivée sur le chantier et les prescriptions y figurant devront être respectées. Une copie de chaque fiche 	PEGC Vérifications sur site Consignation des FDS sur site

	<p>sera conservée dans un classeur spécifique sur le chantier.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La gestion des produits dangereux devra se conformer aux prescriptions du PGC établi par le coordonnateur SPS - Tous les produits dangereux utilisés sur le chantier doivent être recensés et identifiés. - Les produits moins nocifs (Xi, irritants) seront tolérés sous réserve que toutes les précautions soient prises lors de leur mise en œuvre et qu'ils ne soient pas à l'origine d'émissions ultérieures susceptibles de gêner les occupants - Les déchets dangereux devront être éliminés en filières spécifiques par un prestataire agréé avec transmission des BSDD (cf. rubrique gestion des déchets) 	
--	--	--

8 GESTION DES NUISANCES SONORES

Thématique	Exigence à satisfaire	Livrables attendus
Protections auditives	<ul style="list-style-type: none"> - Les compagnons porteront les protections auditives adéquates pour tous les engins bruyants utilisés. 	PEGC Vérifications sur site
Planning des tâches bruyantes	<ul style="list-style-type: none"> - Un planning des tâches bruyantes sera établi par l'entreprise. Il sera soumis à validation de la maîtrise d'œuvre. Il intégrera les dispositions nécessaires à la limitation des nuisances envers les riverains (choix de plages horaires adaptées au contexte par exemple). Il sera affiché sur le panneau d'affichage de chantier. - Il est demandé au maximum de réaliser simultanément les tâches bruyantes pour réduire leur durée (pas de multiplication du niveau de bruit). - Il intégrera un plan d'utilisation des engins vibrants qui justifiera leur utilisation et spécifiera les interventions des engins vibrants avec notamment les dates, les durées de vibration et les mesures mises en place pour les diminuer. 	Planning des tâches bruyantes Vérifications sur site
Choix des engins	<ul style="list-style-type: none"> - L'intervenant s'assure que ses engins et véhicules de chantier sont homologués et convenablement entretenus pour rester conformes à la réglementation sur le bruit. Il donne des consignes pour arrêter les machines temporairement inemployées. - Le matériel et les engins de chantier seront conformes à la réglementation en vigueur (arrêtés du 22 mai 2006). Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) seront inférieurs ou égaux à 80 dB(A) à 10 m de l'engin ou de l'outil. - Utiliser des engins et matériels électriques ou hydrauliques plutôt que pneumatiques - Insonoriser les engins et le matériel (pelles, chargeurs, bulls) - Adapter la puissance de l'engin et sa dimension à la tâche à accomplir - Un plan de circulations des camions de transport de déchets sera mis en place pour en limiter la nuisance (consulter les services de la Direction de la voirie et des déplacements de la Ville de Paris). 	PEGC Vérifications sur site
Niveau sonore	<ul style="list-style-type: none"> - Une limite de 80 dB(A) sera fixée pour le niveau de bruit maximal en limite de chantier, des mesures acoustiques 	

	pourront être réalisées et assorties le cas échéant de pénalités.	
--	---	--

9 LIMITATION DES POLLUTIONS ENVERS L'ENVIRONNEMENT

Thématique	Exigence à satisfaire	Livrables attendus
Limitation de la pollution visuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Le voisinage sera également protégé de toute pollution lumineuse en provenance du chantier. Pour cela, les sources de lumière seront dirigées de façon optimale, réduisant ainsi la nuisance lumineuse. - Les matériaux et équipements seront rangés et protégés si nécessaire. Une zone est aménagée pour le stockage des équipements afin d'éviter les éventuels dommages ou vols. - Nettoyage hebdomadaire du chantier et de ses abords - Entretien régulier des palissades et baraques de chantier - Réflexion sur la hauteur des palissades - Réflexion sur la localisation, la couleur, l'intégration des installations de chantier - Aménagement d'un point de vue panoramique sur le chantier 	PEGC Vérifications sur site
Limitation de la pollution des eaux et du sol	<p>Des moyens seront mis à disposition pour limiter la pollution des eaux et du sol :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etiquetage réglementaire des cuves, des fûts, des bidons et des pots - Pour tout produit faisant l'objet d'une FDS, respect des prescriptions de la fiche - Stockage et évacuation des produits dangereux et hydrocarbures dans des bacs de rétentions prévus à cet effet - Interdiction d'enfouir les déchets sur place et de dépôt sauvage - Interdiction de rejets polluants dans les réseaux d'assainissement - Mise en place de bacs de rétention et décantation pour récupérer les eaux de lavage des outils et bennes. - Mise en place d'une procédure d'organisation et d'intervention en cas de pollution accidentelle sur le chantier, disponible dans le bureau du chef de chantier avec le kit anti-pollution. - Eviter les déversements accidentels ou pérennes de produits polluants ; prévoir des aires bétonnées étanches, bacs de rétention, dispositions spécifiques pour le ravitaillement des engins, produits peu nocifs. - Mettre à disposition un kit de traitement des déversements accidentels - Evacuer les sols souillés par des produits déversés accidentellement dans le sol vers un lieu de traitement agréé. A défaut, ces sols seront placés dans la benne à déchets dangereux. - Gérer soigneusement les terres et les reliquats de bois afin de prévenir une dissémination de termites potentielles - Prévoir une aire spécifique pour l'entreposage temporaire de terres polluées éventuellement découvertes à l'avancement du chantier, ou en cas de déversement accidentel, sera créée à proximité des bennes (bâche de protection contre la pluie à 	PEGC Vérification sur site

	<p>mettre en œuvre)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prévoir pour les terres ne pouvant être réutilisées sur place, leur évacuation dans les centres de tri de traitement adaptés et autorisés les plus proches - Utiliser de l'huile de décoffrage respectant à minima un classement Synad 3 gouttes, ou techniquement équivalent soit : concentration en huile ou solvant végétal > 75% et biodégradabilité minimum de 60% à 28 jours selon NF EN ISO 9408 - OCDE 301 F. Le stockage sera effectué sur rétention étanche avec une protection contre la pluie - Favoriser les bonnes pratiques pour éviter les rejets dans l'eau et le sol dans le livret d'accueil ou lors de sensibilisations aux personnels du chantier - Le nettoyage des engins et du matériel devra être optimisé afin d'éviter toute pollution du sol et de l'eau 	
Limitation de la pollution de l'air	<p>Afin de limiter les poussières et l'envol de matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les matériels de ponçage et découpe seront munis d'aspirateur pour éviter la dispersion des poussières. - Le brûlage des déchets sur le chantier est interdit. - Veiller à la propreté du chantier : les aires à l'air libre doivent être régulièrement balayées, les poussières collectées et vidées dans la benne de déchets inertes - Adopter des modes de travail qui produisent peu de poussières en arrosant le chantier pendant les phases propices à la dispersion des poussières - Scier à l'eau afin de réduire les émissions de poussières - Eviter les envols de matériaux en adaptant les techniques de démolition et de construction (pas de découpe de polystyrène expansé sur le chantier autant que possible) - Munir de couvercles ou tout dispositif ayant les mêmes effets les stockages de matériaux légers (bennes à déchets notamment) <p>Afin de réduire les émissions de particules dues aux chantiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recourir aux branchements EDF et aux filtres à particules sur les engins de chantier - Veiller à éteindre les équipements lorsqu'ils ne sont pas utilisés - Ne pas faire de brûlage sur site - Pour tout produit faisant l'objet d'une FDS, respect des prescriptions de la fiche 	<p>PEGC Vérifications sur site</p>

- Favoriser les fournisseurs locaux
- Encourager les fournisseurs à utiliser des modes de transport des marchandises alternatifs quand cela est possible
- Utiliser des véhicules et engins conformes aux normes d'émissions de polluants les plus récentes (notamment norme Euro pour les véhicules) et le cas échéant, équipés de filtres à particules
- Envisager de mettre en place une organisation logistique basée sur la notion de véhicules moins polluants roulant par exemple au gaz naturel, pour le transport des déchets
- Par le choix de ses prestataires déchets, l'entreprise limitera le transport des déchets par la route en retenant des centres de traitements / regroupement des déchets situés à moins de 50 km du chantier. Si cette condition n'est pas respectée, l'entreprise devra justifier son choix.
- L'entreprise générale ou l'entreprise en charge du compte prorata devra mettre en place un système de suivi des livraisons du chantier. Chaque livraison et chaque déplacement du personnel ou des acteurs extérieurs vers le chantier devra être répertorié, ainsi que le mode de transport et le kilométrage aller/retour de la course. L'entreprise mettra en place un suivi des déplacements sur le chantier pour renseigner à minima les informations suivantes :

Poste de fret	Type de transport	Quantité
Fret déchets sortants	Ex : voiture, camion, train, bateau, transport en commun, 2 roues motorisés, vélo, marche	Tonnes.km
Fret de matériaux (hors matériaux / produits de construction)		Tonnes.km
Fret d'engins et équipements de chantier		Tonnes.km
Déplacement de personnes		Personnes.km

L'entreprise mettra en œuvre les dispositions suivantes afin de fournir une bonne qualité de l'air intérieur pendant la construction et une fois la construction achevée :

- Protéger les équipements de ventilation de la poussière (stockage des gaines à l'abri de la poussière, calfeutrement des conduits en attente, protection des diffuseurs d'air, etc.)
- Maintien en bon état des conduits de ventilation en évitant l'accumulation de poussière, inspection régulière des réseaux aérauliques
- Utiliser des produits à faibles émissions de COV et limiter les sources d'émission (peintures, colles, gaz d'échappement, éviter les engins thermiques...)
- Protéger les matériaux absorbants (isolant, textiles, cloisonnement, etc.) de l'eau et de la poussière
- Programmer les activités polluantes avant d'installer les matériaux

	<p>absorbants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nettoyer toutes les zones intérieures avant la mise en marche de la ventilation <p>Il sera engagé une réflexion avec l'entreprise afin de procéder à la mise en place de la ventilation mécanique pendant la phase de peinture et vernis des éléments intérieurs afin d'évacuer les polluants intérieurs et préserver la qualité de l'air des compagnons sur le chantier.</p> <p>Les filtres des CTA devront bien entendu être remplacés avant livraison.</p>	
--	---	--

10 LIMITATION DES CONSOMMATIONS

Thématique	Exigence à satisfaire	Livrables attendus
Comptages des consommations en eau et énergie	<ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise mettra en place des compteurs d'énergie et d'eau pour le chantier et dans la base vie (compteurs séparés). - Des relevés hebdomadaires (lundi matin et vendredi soir) seront menés afin de pouvoir détecter toute dérive des consommations et pouvoir réagir le plus vite possible. - Un tableau de suivi des consommations devra être fourni mensuellement à la Maitrise d'Œuvre Environnement par le Responsable Environnement (graphique + analyse). 	Photos des compteurs Relevés à transmettre mensuellement
Base vie	<ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise en charge de l'installation de la base vie communiquera les caractéristiques des bungalows indiquant les performances énergétiques et en termes de consommation d'eau : type de robinetterie, performance thermique, type d'éclairage et gestion, etc. - L'entreprise devra viser les dispositions suivantes : résistance thermique des parois de la base de vie : $R=5m^2.K/W$, menuiseries équipées de doubles vitrages faible émissivité et de protections solaires. 	FT cantonnement
Dispositifs de limitation des consommations	<ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise générale ou l'entreprise en charge du compte prorata devra prendre des mesures pour limiter l'usage de l'eau et de l'énergie à la source - Pour chaque poste, des objectifs de consommations à respecter sont indiqués, basés sur des retours d'expérience de chantiers équivalents. L'entreprise devra faire en sorte de respecter ces seuils qui pourront être réajustés en cours de chantier. - Mettre en place à minima les dispositions suivantes pour économiser l'eau potable : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Systèmes hydro-économes dans la base vie (robinets 	

	<p>temporisés, WC avec chasse d'eau double débit, douches équipées de limiteurs de débit, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Vérification quotidienne de chaque point d'eau pour pallier les oublis de fermeture des points de puisage ⇒ Tuyaux raccordés avec des raccords rapides évitant les fuites ⇒ Electrovanne après le compteur à eau, programmée sur les horaires de chantier afin d'éviter les fuites ⇒ Au bout des tuyaux, mise en place de dispositifs permettant l'arrêt automatique du jet en cas de non utilisation, dispositif de type stop net. <p>- A minima les dispositions suivantes seront mises en place pour l'énergie :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Détection de présence pour l'éclairage de la base vie ⇒ Lampes basse consommation dans les baraquements ⇒ Fermes portes sur les cantonnements ⇒ Effectuer une ronde de fin de journée pour pallier les oublis d'arrêts des appareils d'éclairage ⇒ Armoire électrique de régulation sur bungalows (programmation du chauffage, régulation horaire de l'éclairage) 	
--	--	--

11 GESTION DES DÉCHETS

Thématique	Exigence à satisfaire	Livrables attendus
Responsabilité	<ul style="list-style-type: none"> - Chaque entreprise est responsable des déchets qu'elle produit et s'assure du respect du tri sélectif mis en place. Sa responsabilité peut être engagée lorsqu'un problème de pollution est découvert chez un récupérateur ou un exploitant d'installation de traitement dont l'origine est imputable au déchet en question. C'est le cas si l'entreprise a confié un déchet sans informer explicitement le récupérateur de ses caractéristiques et de sa nocivité ou si elle livre un déchet non conforme aux échantillons testés avant la transaction avec l'éliminateur. - L'entreprise en charge du compte prorata est responsable de la gestion des déchets du chantier jusqu'à ce qu'ils soient évacués et confiés à un prestataire agréé. L'enlèvement des bennes, leur suivi (collecte des bons d'enlèvement) et le traitement des déchets générés sur le chantier est également 	

	<p>de la responsabilité de l'entreprise.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Si des entreprises gèrent leurs propres déchets (cas fréquent pour les lots cloisonnement et peinture), elles devront répondre aux mêmes exigences que celles appliquées à l'entreprise générale ou l'entreprise en charge du compte prorata, dans le cadre de la bonne gestion et du suivi de leurs déchets (collecte des bordereaux, tableau de suivi, % de valorisation, etc.). - Concernant les déchets dangereux de type amiante, plomb, pots de peinture, etc. se reporter au guide des bonnes pratiques de la gestion des déchets produit par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) qui proposent des techniques d'élimination et de valorisation. Ils sont disponibles sur le site www.environnement.ccip.fr/dechets/ 	
Estimation des quantités de déchets produits	<ul style="list-style-type: none"> - Une estimation des déchets produits par lot sera à transmettre lors de la réponse à l'appel d'offres - Cette estimation sera mise à jour lors de la phase de préparation de chantier. 	Réponse à l'appel d'offre
SOGED	<p>Dès la phase de préparation de chantier, l'entreprise procèdera à la rédaction d'un SOGED (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets) incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La quantification prévisionnelle des déchets de chantier par catégorie (DD, DI, DND, déchets d'emballage) (tonnage) et estimation des coûts consacrés à leur traitement, - Degré de détail du tri pratiqué parmi les typologies de déchets en fonction de la place disponible et des filières en aval, - Description détaillée de la nature des déchets admissibles dans chaque benne. Cette liste sera établie d'après les exigences édictées par le récupérateur des déchets (degré de propreté) - Moyens et méthodologie retenus pour réaliser le tri au poste de travail et pour l'évacuation des déchets depuis le poste de travail vers les bennes de collecte du chantier - Mode ou procédure d'enlèvement des déchets : systématique ou sur appel d'un responsable du chantier, mode de transports des déchets afin de minimiser les nuisances pour les riverains et la pollution atmosphérique, - Liste des prestataires, retenus selon les solutions les plus satisfaisantes sur un plan environnemental, technique et économique. La valorisation est à privilégier à des solutions de type stockage ou incinération. - Justificatifs de la destination des déchets (preuve écrite au Moa que les déchets sont correctement valorisés, recyclés ou à défaut traités par enfouissement, incinération, compostage, etc dans des installations autorisées par la réglementation à recevoir ces déchets). - La localisation des bennes déchets sur le Plan d'Installation de Chantier. 	SOGED pour validation MOE
Objectif de valorisation	<ul style="list-style-type: none"> - La valorisation de 100% des déchets inertes est exigée. - La valorisation de des DIB à hauteur de 70% minimum est exigée. - La valorisation matière des déchets générés et valorisables devra être supérieure à 70%. 	SOGED Registre suivi déchets

<p>Limitation des volumes et quantités de déchets</p>	<p>La production de déchets sera réduite à la source autant que possible.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les palettes utilisées pour le transport seront systématiquement consignées. Elles devront être en bois, traitées par un procédé non chimique. - Les boîtes de réservation en polystyrène sont interdites. Les réservations seront réutilisées d'une zone à l'autre en cas de trame répétitive. - Les matériaux de protections des ouvrages neufs seront issus du réemploi. - Les chevalets de transport (menuiseries, éléments de façade) seront en métal ou bois et systématiquement consignés. - Les chutes de bois seront limitées par la généralisation de coffrages métalliques. Les coffrages bois seront réutilisés d'un étage / d'une zone à l'autre en cas de trame répétitive. Le bois massif sera privilégié par rapport aux matériaux composites. - Les éléments seront découpés en usine pour limiter les chutes sur le chantier. Les isolants, plaques de plâtre, rails, sols souples, parements, réseaux seront notamment concernés. - Réflexion sur le système constructif (composants préfabriqués / assemblage en atelier...). D'une manière générale, la préfabrication permet la limitation des quantités de déchets et devra être privilégiée. - Les emballages seront contrôlés dès la passation des marchés avec les fournisseurs : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Eviter les modes d'emballage difficilement recyclables, type plastiques et matériaux composites. ⇒ Livraison en VRAC à minima pour les petits équipements type CVC CFO CFA Plomberie, en évitant les emballages individuels. ⇒ Conditionnement en gros volume équipés d'un robinet / d'une pompe de soutirage pour les liquides et pâtes, et demander une consigne sur les emballages, ceux-ci étant généralement assez solides pour être réutilisés ⇒ Eviter les cartons pour le transport : Les caisses consignées (parfois pliables) seront à privilégier. - Particules et profilés de calage : Préférer les matériaux compostables type mousses d'amidon / mycéliums aux matériaux issus de l'industrie pétrochimique (polystyrènes / polyuréthanes...) - Une optimisation des modes de conditionnement sera réalisée entre les fournisseurs et les entreprises afin de limiter les pertes et les chutes. - Prévoir des zones de stockage abritées, pour éviter la dégradation des matériaux par les intempéries et la vie du chantier. 	<p>PEGC SOGED PEGC Vérifications sur site</p>
<p>Suivi et traçabilité des déchets</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'entreprise générale ou l'entreprise en charge du compte prorata, est responsable de l'organisation de la collecte, du contrôle du tri et de l'évacuation des déchets. Ainsi, à chaque évacuation d'une benne les bordereaux de suivi sont renseignés et remis au prestataire chargé de leur enlèvement. Un double est conservé sur le chantier. 100% des Bordereaux de Suivi de Déchets devront être disponibles. - Pour le suivi des déchets dangereux, le formulaire réglementaire CERFA 12571, sera obligatoirement utilisé (BSDD) - ☐ Pour le suivi des déchets non dangereux, la traçabilité peut être assurée en complétant le bordereau de suivi des déchets (BSD), en mentionnant le type de déchets collectés, 	<p>Classeur déchets Registre déchets mensuel</p>

	<p>conformément à la codification des déchets². Les bons d'enlèvements associés aux bons de pesées pourront également faire office de BSD, dans la mesure où le suivi des quantités produites (en kg) est effectif pour chaque catégorie de déchets non dangereux. On valorisera un maximum de catégories de déchets, en séparant autant que faire se peut les inertes, le bois, le plâtre, les métaux, les plastiques, les déchets verts, les emballages, le polystyrène, les palettes, la terre végétale, les isolants.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lorsque les bordereaux sont complétés par le collecteur – transporteur et l'éliminateur, ils sont retournés et archivés sur le chantier. Les autres déchets seront évacués en tant que DIB. Les agréments et arrêtés d'exploitation des transporteurs et éliminateurs de déchets devront être transmis à la SEMAPA lorsque celle-ci est maître d'ouvrage. - Un registre des déchets de chantier précisant la nature, volume et tonnage, date de transport, destruction, valorisation et coût sera tenu par le REC. Il intégrera le calcul du taux de valorisation global. Il sera transmis mensuellement à la maîtrise d'œuvre environnementale. 	
Tri des déchets et aires de stockage	<ul style="list-style-type: none"> - Le tri des déchets, tel que défini dans le SOGED, sera implémenté sur site. - L'identification des bennes sera assurée par des logotypes facilement identifiables par tous. - Le type et le nombre de bennes pourront varier tout au long du chantier. - Les lieux de stockage des déchets seront facilement accessibles pour les ouvriers et pour les camions chargés de leur enlèvement (espace suffisant pour permettre des manœuvres aisées) - Pour limiter les déplacements des ouvriers, plusieurs aires de stockage peuvent être mises en place, dont la localisation pourra varier en fonction de l'avancement du chantier, afin de rester proche des lieux de production des déchets - Des containers pourront aussi être mis en place pour permettre une collecte sélective directement au niveau du poste de travail (type bacs à roulettes, éventuellement compartimentés). Ces containers seront vidés dans les bennes au minimum une fois par jour, par exemple en fin de journée. Le mélange de déchets à trier sélectivement ne sera pas accepté, même temporairement - Les endroits visibles seront privilégiés pour le stockage des bennes, afin de faciliter le contrôle visuel de leur contenu - Les aires seront organisées pour éviter que des personnes étrangères au chantier ne viennent déposer d'autres déchets susceptibles de souiller les déchets triés - Si l'aire de stockage est proche de la limite du chantier, les bennes devront être masquées à la vue des riverains par une palissade de hauteur suffisante ou par toute disposition équivalente (abris, etc.) 	PIC SOGED

12 CHOIX DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Thématique	Exigence à satisfaire	Livrables attendus
Processus de	<ul style="list-style-type: none"> - Les produits et matériaux devront être conformes aux 	FT et documents attendus par

validation des produits	exigences environnementales de la certification visée. Ils feront l'objet de VISAS Environnement par INEX préalablement à toute pose sur chantier. Les fiches techniques et certificats devront être transmis 15 jours ouvrés minimum avant commande pour avis et éventuelles remarques de la maîtrise d'œuvre.	INEX Consignation dans un dossier spécifique en version informatique
-------------------------	---	---

13 ELÉMENTS ATTENDUS

Phase	Eléments attendus
Réponse à l'appel d'offre	<ul style="list-style-type: none"> - Un Plan Environnemental de Gestion de Chantier (PEGC) sera remis dans le cadre de la réponse à l'appel d'offre. - L'entreprise devra y décrire les méthodes, moyens de contrôle et les actions mises en œuvre pour répondre aux exigences de la présente charte. - En particulier, les sujets suivants devront être traités : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Gestion des déchets (types, quantités, solutions permettant de limiter la production de déchets, moyens de valorisation et élimination) ⇒ Gestion des nuisances acoustiques (planning des tâches bruyantes, types d'engins utilisés) ⇒ Organisation des livraisons de matériaux et évacuations de déchets pour limiter l'impact sur le trafic ⇒ Limitation des pollutions ⇒ Limitations des consommations d'eau et d'énergie
	<ul style="list-style-type: none"> - Un Schéma d'Organisation et de Gestion et d'Élimination des Déchets (SOGED) sera remis dans le cadre de la réponse à l'appel d'offre. - Devront apparaître : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Quantification prévisionnelle des déchets de chantier par catégorie (tonnage) et estimation des coûts consacrés à leur traitement ⇒ Degré de détail du tri pratiqué parmi les typologies de déchets en fonction de la place disponible et des filières en aval ⇒ Types de bennes prévus et description détaillée des déchets admissibles dans chacune d'elle ⇒ Moyens et méthodologies retenus pour le tri au poste de travail et l'évacuation vers les bennes dédiées ⇒ Procédure d'enlèvement des bennes (systématique ou appel du REC lorsque celles-ci sont remplies à 70%), mode de transport des déchets pour minimiser les nuisances et la pollution atmosphérique

	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Liste des prestataires déchets pressentis, retenus selon la performance environnementale et économique de leur prestation. La hiérarchie de traitement des déchets (réemploi > valorisation matière > valorisation énergétique > mise en décharge) est à prendre en considération lors de l'établissement du SOGED. ⇒ Estimation du taux de valorisation global sur l'opération
Préparation de chantier	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour du PIC - Mise à jour du PEGC en lien avec la MOE - Mise à jour du SOGED - Fourniture des livrets d'accueil, supports de communication envers les compagnons et les riverains, panneaux d'affichage pour validation de la MOE et information de la MOA
Déroulement du chantier	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport mensuel environnemental incluant : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Registre des consommations ⇒ Registre déchets avec taux de valorisation calculé au fur et à mesure ⇒ Reportage photos - Diffusion progression des FT et documentations à la MOE environnementale pour validation - Diffusion des quantitatifs de chaque produit mis en œuvre et de la FDES associée - Constitution du dossier compilant tous les documents attendus par le BE Environnement - Participation aux réunions environnementales avec la MOE Environnement
Fin de chantier	<ul style="list-style-type: none"> - Participation au bilan d'opération rédigé par la MOA et la MOE - Fourniture des DOE incluant les caractéristiques environnementales des produits selon le modèle transmis en annexe

14 RAPPELS REGLEMENTAIRES

La présente charte ne dispense pas l'entreprise du respect des exigences réglementaires. Une liste non-exhaustive est présentée ci-après.

14.1 Gestion et traçabilité des déchets

Les textes suivants (non exhaustifs) devront être respectés par l'entreprise :

- Les articles L541-1 et suivants du code de l'Environnement codifient l'élimination des déchets ainsi que la récupération des matériaux
- L'arrêté du 29 juillet 2005 fixe le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
- L'arrêté du 30 décembre 2002 aborde le stockage des déchets dangereux
- L'entreprise devra mettre en place un tri sur site ou faire appel à un prestataire agréé pour trier les déchets sur une plateforme

- Le décret n°94-609 du 13 juillet 1994 précise que les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, le recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie
- Un conteneur spécifique permettant la récupération des déchets d'emballage doit être mis en place en vue de leur valorisation, ou à défaut l'entreprise justifiera de la valorisation de cette catégorie de déchets, conformément à la réglementation (articles R. 543-69 et R. 543-74 du Code de l'Environnement)
- Pour le suivi des déchets non dangereux, la traçabilité peut être assurée par un bon d'enlèvement, en mentionnant le type de déchets collectés. Le prestataire déchets devra alors transmettre les tonnages dans le tableau récapitulatif (bons de pesée) et le % de valorisation
- Les déchets dangereux devront impérativement être triés sur site. Ils doivent être stockés dans des containers spécifiques fermés et étanches, et éliminés par un prestataire agréé. Les bordereaux de suivi des déchets dangereux devront être transmis (formulaire CERFA 12571)
- Le décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion de déchets de démolition définit les catégories de bâtiments concernées par cette réglementation
- La circulaire du 24 décembre 2010 indique que « Dès lors que les terres sont évacuées du site de leur excavation, ces dernières prennent un statut de déchet »

14.2 Pollutions du sol et de l'eau

Conformément à l'article 17.3 du règlement d'assainissement de Paris, une convention spéciale signée entre le maître d'ouvrage de la construction et la Ville de Paris (service de l'assainissement) précise les conditions dans lesquelles les eaux de toutes natures (eaux usées, eaux pluviales) en provenance d'un chantier peuvent être rejetées à l'égout. Il s'agit notamment d'éviter que le réseau d'assainissement soit encrassé par des eaux trop chargées (terre, bentonite, etc.).

L'article 10 du règlement d'assainissement de Paris indique que quelle que soit la catégorie à laquelle les eaux appartiennent, le rejet de produits dangereux, tels que les hydrocarbures, les produits corrosifs ou les produits chimiques, est interdit. Le rejet de déchets solides, même après broyage, est également proscrit.

Les rejets dans le milieu naturel de produits polluants et d'effluents liquides non traités sont formellement interdits.

14.3 Insertion paysagère

Respecter les articles du règlement sanitaire départemental n° 96 (protection des lieux publics contre la poussière) et n° 99-8 (abords des chantiers): le nettoyage des murs, le raclage des poussières et, d'une façon générale, toutes les opérations d'entretien des habitations et autres immeubles ainsi que les travaux de plein air doivent s'effectuer de manière à ne pas disperser de poussière dans l'air, ni porter atteinte à la santé ou causer une gêne pour le voisinage. Cette prescription s'applique en particulier aux chantiers de voirie et de démolition des constructions.

14.4 Circulations et accès

Les espaces réservés à la circulation des piétons prendront en compte les prescriptions des textes réglementaires concernant les déplacements des personnes handicapées et à mobilité réduite (personnes âgées, poussettes, etc.).

Ils doivent également assurer, autant que possible, un passage protégé pour les piétons (article 99.7 du règlement sanitaire départemental).

14.5 Matériaux

Les Fiches de Données Sécurité devront être mises à disposition dans un classeur sur le chantier. En fonction de leurs propriétés telles qu'elles sont indiquées par la fiche de données de sécurité, les produits devront être classés et étiquetés conformément au règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008.

Tous les produits dangereux utilisés sur le chantier doivent être recensés et identifiés

Les produits moins nocifs (Xi, irritants) seront tolérés sous réserve que toutes les précautions soient prises lors de leur mise en œuvre et qu'ils ne soient pas à l'origine d'émissions ultérieures susceptibles de gêner les occupants

Les déchets dangereux devront être éliminés en filières spécifiques par un prestataire agréé avec transmission des BSDD (cf. rubrique gestion des déchets)

Intégrer des matériaux conformes à la norme NF P01-0102 et disposant pour au moins 70% des matériaux des FDES

15 ANNEXES

15.1 Annexe 1 : Acte d'engagement

Mr/Mme..... agissant en qualité de..... pour le compte de la société s'engage à respecter et à faire respecter la présente charte ainsi que l'ensemble des documents associés et à mettre en place toutes les mesures nécessaires au déroulement d'un chantier à faible impact environnemental.

à..... le.....

Signature et cachet précédés de la mention « Lu et approuvé »

15.2 Annexe 2 : Exemple de sommaire de DOE à suivre

SITE	GROUPE SCOLAIRE MARCEAU
N° Marché	
Objet des travaux	
Maître d'œuvre	
Entreprise	

SOMMAIRE DU DOE TYPE DES CORPS D'ETAT PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION

1. Présentation de l'installation

Cette rubrique devra :

- rappeler l'objet des travaux.
- comporter un descriptif des travaux réalisés.
- préciser le positionnement des gros matériels (exemple : CTA X dans local technique Y).
- indiquer la date de réalisation et la date de mise en service des installations (mois + année).
- indiquer le principe de fonctionnement des installations (notamment la régulation).

Cette rubrique devra permettre à une personne qui ne connaît pas le site d'avoir un aperçu global des installations et de leur fonctionnement.

2. Liste des fournisseurs du matériel installé

Cette rubrique devra comporter une liste de tous les fabricants ou distributeurs du matériel installé par ordre alphabétique avec l'adresse postale, le numéro de téléphone, le numéro de télécopie et l'adresse internet.

3. Fiches techniques et documentation du matériel installé

Cette rubrique devra comporter en sommaire un tableau récapitulatif de l'ensemble des matériels installés, par ordre alphabétique, avec indication de la marque, du type, des principales caractéristiques (puissance, débit, ...) et du sous-chapitre dans lequel se trouve la fiche (exemple : 3.1 Brûleur, 3.2 Chaudière, 3.3 ...).

4. Maintenance du matériel installé

Cette rubrique devra :

- comporter une notice d'entretien et de conduite du matériel installé et une nomenclature de tous les incidents de marche pouvant survenir et les moyens à utiliser pour y remédier.
- comporter une liste des pièces de rechange pour chaque matériel.
- indiquer la périodicité des opérations d'entretien de chaque matériel.

5. Notes de calculs

Cette rubrique devra comporter :

- les dernières notes de calculs approuvées.
- les fiches de sélection des matériels.

6. Plans et schémas

Cette rubrique devra comporter :

- les plans de recolement sous format papier et informatique (Autocad).

- les schémas de principe sous format papier et informatique (Autocad).
- les schémas électriques.

7. Procès verbaux

Cette rubrique devra comporter les procès verbaux des matériels installés.

8. Essais COPREC

Cette rubrique devra comporter les essais COPREC.

9. Mise au point - réglage

Cette rubrique devra comporter :

- les fiches d'auto-contrôle de l'entreprise.
- les résultats des essais de l'entreprise (mesure des débits d'air, des débits d'eau, des niveaux sonores, des débits de désenfumage...).
- les valeurs des organes de réglage.

10. Attestation

Cette rubrique devra comporter l'attestation de l'entreprise que les conduits de ventilation ont été :

- entreposés à l'abri de l'humidité et de la poussière après leur livraison sur le chantier.
- nettoyés intérieurement avant leur montage.